

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société ARCTIC LONGUEIL
Commune de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu le décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 autorisant la SCI PARC LOGISTIQUE PARIS OISE à étendre la plate-forme de stockage à Longueil-Sainte-Marie ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2017 modifiant l'article III-7-1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 autorisant la SCI PARC LOGISTIQUE PARIS OISE à étendre l'activité de la plate-forme de stockage à quatre bâtiments, reprise par la SCI ARCTIC LONGUEIL, sur la commune de Longueil-Sainte-Marie ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021 portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la déclaration de changement de nom de la société ARCTIC LONGUEIL en date du 23 mai 2017 ;

Vu le dossier transmis par la société ARCTIC LONGUEIL le 16 juillet 2024 portant à la connaissance de l'autorité préfectorale la mise en place d'une mezzanine à un niveau dédié à une activité textile dans le bâtiment D ;

Vu le rapport et les propositions du 21 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 2 décembre 2024 afin de lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant par courriel du 9 décembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

- 1) La société ARCTIC LONGUEIL est autorisée à exploiter un entrepôt situé sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie ;
- 2) Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 1510-2 et n° 2663-2-a ;
- 3) La mise en place d'une mezzanine n'impacte pas la situation administrative du site ;
- 4) Aucune nouvelle source d'impact environnemental tel que les rejets aqueux, rejets atmosphériques, sources sonores n'est apportée par ce projet ;
- 5) Aucune nuisance supplémentaire sur l'environnement pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement n'est générée par le projet ;
- 6) La modification apportée aux installations n'est pas de nature à changer notablement les conditions d'exploitation réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 ;
- 7) Au regard des éléments d'appréciation apportés par l'exploitant et analysés par l'Inspection des installations classées, cette demande de modification ne représente pas une modification substantielle au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
- 8) Il convient toutefois de modifier et fixer des prescriptions complémentaires ;
- 9) Pour simplifier le suivi administratif de l'établissement et permettre une meilleure lisibilité des dispositions qui lui sont applicables, il apparaît judicieux de réunir les prescriptions générales qui sont applicables à l'établissement dans un même arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – BÉNÉFICIAIRE :

La société ARCTIC LONGUEIL, dont le siège social est situé 123 rue du Château, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, autorisée à exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie – ZAC Paris Oise – avenue de Madrid, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions du présent arrêté, en complément et sans préjudice de celles prescrites dans les actes administratifs antérieurs.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS :

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

<u>Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs</u>	<u>Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées</u>	<u>Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescription)</u>
Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003	I.1 Classement des installations	Modification dans l'article 3 ci-dessous
Arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2017	Tous	Suppression Remplacé par l'article 4 ci-dessous
Arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021	Tous	Suppression Remplacé par l'article 5 ci-dessous

ARTICLE 3 – CLASSEMENT DES INSTALLATIONS :

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
1510.2.a	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ .	Périmètre constitué de 4 bâtiments distincts (A, B, C et D) divisées chacune en 6 cellules (superficie de 4 750 m ² par cellule). Volume total de stockage : 1 140 000 m ³ Quantité maximale de matières combustibles : 121 640 T	A

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
2663.2.a	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10 000 m³</p>	<p>Stockage de jouets, matériels hifi, vidéo...</p> <p>Volume de stockage : 202 752 m³</p>	E
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques n^{os} 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique n^o 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW .</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>Quatre chaufferies à gaz de puissance thermique 2,5 MW, soit une puissance totale de 10 MW</p>	DC
2925.1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW</p> <p>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	<p>7t locaux de charge de 80 kW, soit une puissance totale de 640 kW</p>	D

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration)

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article III.7-1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 sont modifiées comme suit :

Le dernier alinéa de l'article précité qui prévoit que :

« – trois plate-formes d'aspiration aménagées en bordure de l'Oise permettant d'accueillir chacune une autopompe ; l'implantation des aires d'aspiration sera réalisée en collaboration avec la direction départementale des services d'incendie et de secours. »

est remplacé par l'alinéa suivant :

« – une plate-forme d'aspiration aménagée en bordure de l'Oise permettant d'accueillir au minimum trois autopompes ou tout dispositif équivalent ; l'implantation des aires d'aspiration sera réalisée en collaboration avec la direction départementale des services d'incendie et de secours. »

ARTICLE 5 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS :

« Titre IX : DISPOSITIONS APPLICABLES À DES INSTALLATIONS PARTICULIÈRES

Chapitre IX.1 – Mezzanines

IX.1.1 Dispositions spécifiques à la mezzanine de la cellule 3 du bâtiment C :

1.1.1 Dispositions constructives :

La cellule 3 du bâtiment C contient une mezzanine.

La structure de la mezzanine est métallique.

La mezzanine est constituée de trois niveaux, rez-de-chaussée compris.

La surface de la mezzanine occupe plus de 50 % et moins de 80 % du niveau inférieur avec une surface au sol de 3 200 m².

La paroi séparative entre les cellules 2 et 3 est REI 120.

La paroi séparative entre les cellules 3 et 4 est REI 240.

1.1.2 Stockage :

Le stockage de la cellule 3 du bâtiment C est dédié à une activité de stockage de textile.

La hauteur maximale de stockage de la cellule ne dépasse pas 8 mètres.

1.1.3 Systèmes de détection et extinction automatique :

La cellule 3 du bâtiment C est équipée d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits et du mode de stockage.

La détection automatique d'incendie est indépendante du système d'extinction automatique.

Le système de détection est étendu à l'ensemble de la cellule, y compris à la partie non surmontée par la mezzanine, et est présent en dessous et au-dessus de la mezzanine.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le système d'extinction automatique est installé :

- sous toiture, sur la totalité de la surface de la cellule ;
- sous le plancher du niveau 2 de la mezzanine ;

– à chaque niveau de palettier au niveau rez-de-chaussée.

1.1.4 Système de désenfumage :

L'évacuation des fumées en niveau rez-de-chaussée se fait par les ouvertures au droit des emplacements de stockage, par la périphérie de la mezzanine et par les « racks piétonniers » du niveau 1.

Les caillebotis du niveau 2 font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

IX.1.2 Dispositions spécifiques à la mezzanine de la cellule 1 du bâtiment D

1.2.1 Dispositions constructives

La cellule 1 du bâtiment D contient une mezzanine.

La mezzanine a une hauteur sur plancher de 2,708 m et une hauteur minimale sous poutres de 2,372 m.

La mezzanine est pourvue de 5 escaliers.

La surface de la mezzanine occupe 33 %, soit moins de 50 % du niveau inférieur et comporte un seul niveau. La structure est métallique et d'une superficie de 1 562 m².

1.2.2 Modalités de stockage

La mezzanine de la cellule 1 du bâtiment D est dédiée à une activité de stockage de textile.

Les niveaux RDC et R+1 contiennent, pour chaque échelle, 4 étagères. Chaque niveau d'étagère entre deux échelles consécutives peut contenir 12 cartons (6 en façades et 2 dans la profondeur). Des demi-étagères sont présentes en périphérie de la zone de stockage.

1.2.3 Systèmes de détection et extinction automatique

La cellule 1 du bâtiment D est équipée d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits et du mode de stockage.

La détection automatique d'incendie est indépendante du système d'extinction automatique. Le système de détection est étendu à l'ensemble de la cellule, y compris à la partie non surmontée par la mezzanine, et est présent en dessous et au-dessus de la mezzanine.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

La mezzanine ainsi que la cellule sont équipées d'une installation de sprinklage sous toiture. Aucune installation de sprinklage n'est prévue au rez-de-chaussée de la mezzanine.

1.2.4 Système de désenfumage

La surface utile de l'ensemble des exutoires est au moins égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

La cellule est équipée de deux écrans de cantonnement.

Chapitre IX.2 – Stockage de parfum

2.1 Dispositions constructives

Le local de stockage de parfum est attenant à la cellule 1 du bâtiment C par un mur REI 120 et une porte coupe feu REI 120.

Le local de stockage de parfum est attenant à la chaufferie par un mur coupe feu REI 120.

2.2 Modalités de stockage

La capacité maximale de stockage est de 4 tonnes de produits cosmétiques.

La hauteur maximale de stockage est de 4,8 mètres.

2.3 Systèmes de détection et extinction automatique

Le local est équipé d'un dispositif de détection de gaz (éthanol) avec report d'alarme placé sous télésurveillance.

Le local est équipé d'un système d'extinction automatique.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le système d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires à chaque niveau de palettier. »

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Longueil-Sainte-Marie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Longueil-Sainte-Marie fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et au préfet de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **07 JAN. 2025**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société ARCTIC LONGUEIL

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de Longueil-Sainte-Marie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement

S/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.